

Problèmes d'analyse et d'orientation dans les textes du congrès mondial

Courant Avanti !
(15 décembre 2002)

Le moins que l'on puisse dire est que les délais impartis dans la LCR à la discussion préparatoire au XV^e congrès mondial de la Quatrième Internationale sont extrêmement courts : deux mois seulement entre la publication des textes, mi-novembre dans le bulletin de débat n° 1, et leur vote à la mi-janvier par les AG militantes et par le CC – avec de plus, au milieu, la traditionnelle « trêve des confiseurs ». Les statuts de la QI, anciens et nouveaux, prévoient pourtant une durée minimale de débat de 6 mois. Par ailleurs, les textes de ce bulletin étaient accessibles en français depuis septembre sur le site Internet de la section québécoise.

C'est d'autant plus regrettable que participer à un débat international est une expérience nouvelle pour de nombreux militants, une expérience qui réalisée dans de bonnes conditions aurait pu être éminemment formatrice. Il ne faudrait pas que s'installe dans la Ligue la conception selon laquelle la construction de l'Internationale est un supplément d'âme ou l'affaire de quelques spécialistes. Il est important que la construction de la LCR, et demain peut-être celle d'un nouveau parti anticapitaliste large en France, soit comprise comme partie intégrante d'un projet politique international. Pour cela, il est indispensable que les militants aient un accès réel aux grandes questions et aux grands débats auxquels les marxistes révolutionnaires sont confrontés à l'échelle internationale.

Ce problème devait être signalé en préalable, avant tout pour des raisons de fond touchant au type de parti que nous voulons construire. Il explique aussi les insuffisances de la présente contribution, qui par la force des choses a été écrite et discutée dans la précipitation.

- Nos accords avec les projets de résolution

Avant de développer sur ce qui à notre avis pose problème dans les deux principaux projets de résolution, « *Sur la situation mondiale* » et « *Rôle et tâches de la Quatrième Internationale* », nous devons souligner nos points d'accord, qui concernent un vaste champ de l'analyse ainsi que d'importants éléments d'orientation. Principalement :

a) L'analyse des grands traits de la nouvelle phase ou période politique, des rapports de forces à l'échelle internationale et des changements intervenus par rapport à la période précédente (mondialisation du capital, caractère de l'offensive impérialiste et de sa politique de guerre, situation objective et subjective de la classe des travailleurs, évolution à droite des vieux partis et appareils...);

b) L'analyse des nouvelles contradictions du système mondial de domination, des nouveaux processus de résistance (lutttes sociales et mouvement altermondialiste) ainsi que des perspectives nouvelles qui s'ouvrent en conséquence pour les marxistes révolutionnaires ;

c) Le fait de relier la tâche de construire une alternative politique aux tâches globales de reconstruction « sur de nouveaux axes » du mouvement des travailleurs ;

d) La nécessité de réélaborer un programme de transition pour la nouvelle période historique en s'appuyant sur les nouvelles expériences de lutte et d'organisation ;

e) La nécessité d'avancer « *vers une nouvelle Internationale révolutionnaire de masse* » et de construire au niveau national « *de larges partis anticapitalistes du prolétariat* ».

Faire l'exégèse ou la paraphrase de tout ce que nous considérons positif n'aurait cependant aucun intérêt. Il est donc temps de passer à ce qui nous apparaît comme des insuffisances et des erreurs pouvant affecter de façon négative notre intervention – en nous concentrant sur l'essentiel.

- Des manques débilissants et, en conséquence, un texte « eurocentré »

Dans le projet de résolution « *Sur la situation mondiale* », on lit en ce qui concerne l'analyse de la situation en Amérique latine, en Afrique et en Asie, la note suivante : « *ici, à venir, la contribution des camarades* » (du continent considéré) (BD n° 1, page 14). Il semble donc qu'il n'y ait qu'à attendre ces contributions en espérant qu'elles arrivent le plus vite possible...

Cela pose néanmoins un problème majeur. De fait, le projet de résolution est centré sur les pays occidentaux développés (impérialistes) d'Europe, et dans une moindre mesure d'Amérique du Nord. Secondairement, il traite dans l'un de ses chapitres des pays où il estime qu'il y a restauration capitaliste, principalement l'ex-URSS et l'Europe de l'Est. Les militants sont ainsi invités à discuter d'un texte sur la situation mondiale qui ne traite pas de la situation dans la plus grande partie du monde. Le fait que le projet de résolution « *Rôle et tâches de la QI* » commence par affirmer que la tâche stratégique de la période est de « *battre la social-démocratie néolibérale* », courant qui n'est (électoralement) majoritaire dans le mouvement ouvrier que sur le continent européen, traduit en partie le même caractère eurocentré.

L'absence de l'Amérique latine est particulièrement débilissante dans la mesure où ce continent concentre aujourd'hui, sans aucun doute possible, les luttes de classes les plus intenses, ayant déjà débouché sur des insurrections populaires renversant des gouvernements (Equateur, Argentine), cela dans une situation de crise économique, sociale et politique généralisée, dans le cadre d'un affrontement majeur aux plans de « recolonisation » impérialiste, et avec un poids substantiel de la classe ouvrière ; et que c'est en conséquence dans cette région du monde que se trouvent de nouveau posés, concrètement et immédiatement, une série de **problèmes stratégiques de la révolution** : indépendance de classe, auto-organisation, politique face à l'Etat, politiques d'alliances, etc.

Le fait de ne pas considérer le processus révolutionnaire argentin, commencé il y a déjà un an, comme l'un des éléments essentiels de la situation internationale, et donc de ne pas pouvoir non plus en tirer d'enseignements politiques, limite sérieusement la portée du document. L'absence du Brésil, pays qui va maintenant cristalliser l'attention de tous ceux qui recherchent une alternative au néolibéralisme, est tout aussi dommageable pour l'analyse et l'orientation mondiales.

C'est le problème le plus sérieux, mais ce n'est pas le seul. Le projet de résolution ne dit rien non plus des problèmes de la révolution palestinienne (le point VII.2 n'offrant qu'une description générale du point de vue de la logique de guerre de l'impérialisme). N'est donc traité aucun des deux « points de fixation » actuels des affrontements de classe et nationaux à l'échelle de la planète, Amérique du Sud et Israël/Palestine. Quant à l'absence de toute analyse de la situation en Asie/Océanie, elle est d'autant plus handicapante qu'il s'agit d'une région fondamentale pour le capitalisme mondial (Japon, Chine, Inde, Australie).

- Bilan du stalinisme : un débat mal posé et de fait évacué

Le point IV du projet de résolution sur la situation mondiale a une particularité par rapport au reste du document : celle de mêler étroitement l'analyse de la situation et des perspectives actuelles avec des éléments de **bilan historique** portant sur une question qui a été fondamentale dans l'histoire de notre mouvement : celle du stalinisme, de sa nature et de la nature des Etats qu'il a dirigés et modelés. Cette question conserve aujourd'hui une grande importance, dans le sens où l'analyse de ces Etats (étaient-ils ou n'étaient-ils pas « en transition vers le socialisme » ?) a un rapport direct avec **notre conception du socialisme** et des conditions politiques, sociales et économiques permettant d'avancer vers le socialisme.

On ne peut certes pas établir une cloison étanche entre l'analyse du passé et celle du présent. Néanmoins, plus de dix ans après sa chute, la question du bilan historique du stalinisme (et par voie de conséquence, pour une partie, du trotskysme) aurait dû faire **l'objet d'une discussion internationale spécifique**. Il y avait et il y a toujours nécessité d'initier un débat sérieux, soutenu et approfondi, qui devrait d'ailleurs associer d'autres organisations, tendances ou courants, trotskystes et non trotskystes, dont beaucoup ont produit sur ces sujets des élaborations qu'il n'est pas possible d'ignorer.

La méthode choisie pour rédiger le point IV du document « *Sur la situation mondiale* » ne va pas dans le sens de cette nécessité. De fait, on demande aux militants de trancher un débat historique... sans le trancher tout en le tranchant... et, pire que tout, sans avoir pu le mener.

Cette carence s'exprime dans l'éclectisme du texte. Ainsi, à certains endroits, il reprend l'analyse trotskyste traditionnelle, ou considérée comme telle au moins pour l'URSS. Par exemple dans le point IV.1.A.1 qui oppose, en parlant de ces Etats, « *la propriété collective des moyens de production* » à « *sa gestion par la bureaucratie* ». Mais d'autres parties apparaissent en rupture avec cette analyse. Ainsi, au point IV.1.A.2 on parle de « *rapports de production bureaucratiques* », tandis que le chapitre I désigne des « *Etats bureaucratiques* », sans prendre la peine d'expliquer pourquoi il emploie cette définition. Selon l'analyse trotskyste traditionnelle, l'URSS était en effet un « *Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré* », tandis que pour la majorité du mouvement trotskyste après Trotsky, d'autres pays étaient des « *Etats ouvriers bureaucratiquement déformés* » dès l'origine.

On ne peut vraiment pas laisser passer sans réagir l'affirmation du point IV.1.B.1 selon laquelle « *la soumission des nouveaux pouvoirs aux programmes imposés par le FMI et l'UE est passée par le démantèlement de toute forme d'autogestion ou de soviets* » (nous soulignons), affirmation signifiant que de telles formes auraient existé jusqu'en 1989-91, ou en tout cas (selon d'autres références du texte) jusqu'au début des années 80. Outre que cela porte l'incohérence à une sorte de paroxysme (des Etats et des rapports de production bureaucratiques avec des formes d'autogestion et de soviets...), il y a là un vrai grand problème politique. En effet, si l'on considère qu'il y avait en URSS et dans les pays de l'Est, avant la restauration capitaliste, des formes d'autogestion et de soviets, il ne reste plus grand-chose d'une stratégie révolutionnaire considérant que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. On est, à l'inverse, très proche d'une conception dans laquelle les bureaucrates et même les chars de l'Armée « rouge » (sans lesquels l'assimilation structurelle des pays du glacie à l'URSS n'aurait pu se faire) avaient joué un rôle positif et suppléé la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme.

On remarque par ailleurs que le document sur la situation mondiale ne mentionne même pas le nom de **Cuba**. Est-ce que cela voudrait dire que l'Etat cubain n'a été et n'est concerné ou affecté d'aucune manière par aucun des deux phénomènes analysés au point IV, à savoir le stalinisme et la restauration capitaliste ? On pourrait le penser, mais sans certitude puisque Cuba ne figure en aucune autre partie des deux projets de résolution, à l'exception d'une brève référence dans « *Rôle et tâches de la QI* », lorsqu'il est dit, au point 8.3, que « *sur le plan partidaire, il n'y a plus de pays-guide (même pas Cuba pour l'Amérique latine) susceptible de favoriser une dynamique centripète unitaire* ». Or, la question de Cuba continue à avoir de l'importance, tout comme le castrisme continue à avoir de l'influence, fondamentalement en Amérique latine mais aussi plus largement.

Un autre problème est que « *dynamique centripète unitaire* » (est-ce vraiment certain ? Et « unitaire » pour quelle politique ?) évoque en des termes plutôt positifs le rôle qu'aurait joué les dits « *pays-guides* ». Sans entrer dans la discussion des nombreux autres problèmes qui sont ici posés, cela exige de signaler, **pour le moins**, qu'aux « *pays-guides* » ont en général correspondu des « partis-guides », « uniques » et totalitaires, **dont toute l'action s'est opposée** (et parfois s'oppose encore) **à la démocratie socialiste**.

- A propos des amendements Mathieu

Ce qui vient d'être souligné sur un plan méthodologique vaut également pour la version alternative présentée par le camarade Mathieu (dans son deuxième amendement, « *Les restaurations du capitalisme en ex-URSS, en Europe de l'Est et en Chine* »), qui défend des analyses et orientations différentes, mais propose tout autant voter au détour d'une résolution et sans discussion réelle sur une question centrale de bilan historique et de perspectives stratégiques de notre mouvement.

Bien que Mathieu établisse un lien entre la défense d'une politique indépendante face au stalinisme hier, et une orientation de même type face à l'intégrisme islamique aujourd'hui, il n'y a pas de réelle cohérence entre ses deux amendements. En effet, il n'y a aucune commune mesure entre ce qu'était **la force matérielle** de la bureaucratie soviétique (et des autres bureaucraties de type stalinien), « superpuissance » étatique dont l'existence déterminait directement l'organisation du monde en deux « blocs », et la force matérielle que peut représenter aujourd'hui l'intégrisme islamique, dans un monde devenu unipolaire car unilatéralement dominé par l'impérialisme US.

Le problème n'est évidemment pas que les intégristes (d'ailleurs islamiques comme des autres religions) seraient « moins pires » que les impérialistes. Dans la barbarie contre-révolutionnaire, ils se valent. En revanche, il y a une différence de proportions, si grande à l'échelle planétaire qu'elle en est qualitative : l'ennemi premier et mondial des travailleurs et des peuples est indiscutablement et de façon écrasante l'impérialisme capitaliste dominé par les USA.

De ce point de vue, la référence que Mathieu fait de nouveau aux positions du Labour Party Pakistan (BD n° 1, pages 59-60) est une nouvelle fois déplacée. Il rappelle que le LPP n'est dans le camp ni de l'impérialisme ni de l'intégrisme... Evidemment ! Mais ce parti n'a pas moins, dans le pays voisin des talibans, pays où l'intégrisme représente une réelle force matérielle, clairement **axé sa campagne anti-guerre contre l'intervention impérialiste en Afghanistan**. Campagne qu'il a menée de manière indépendante des intégristes et en dénonçant la menace que ces derniers représentent également pour les travailleurs, les pauvres, les femmes – à très juste raison. Cela n'a rien à voir avec le fait de placer sur un plan d'égalité, dans notre intervention, la dénonciation de l'impérialisme et celle de l'intégrisme. Et encore moins, avec le désastreux mot d'ordre « ni talibans ni bombardements », même pas dirigé contre l'impérialisme, mais seulement contre une forme de l'intervention impérialiste en Afghanistan, à savoir le fait de bombarder.

Par ailleurs, si le premier amendement Mathieu propose une orientation qui est clairement indépendante de l'intégrisme, cette même orientation n'est pas totalement indépendante de l'impérialisme puisqu'elle soutient la mise en place d'une « Cour pénale internationale », institution supra-nationale sous le contrôle des forces impérialistes.

- Politique et nature de l'ONU

Le projet de résolution « *Sur la situation mondiale* » oppose l'ONU à d'autres institutions supra-nationales (FMI, OTAN, G7...) en estimant que « *l'affirmation prépondérante de ces institutions non élues où dominant les organes exécutifs, et la stratégie unilatéraliste des Etats-Unis ont accentué la marginalisation de l'ONU (y compris de son Conseil de sécurité), alors que l'ONU (son Assemblée et ses organismes annexes) avait fourni un cadre institutionnel où les pays impérialistes pouvaient être interpellés et 'conditionnés', et certaines politiques 'progressistes' mises en œuvre* » (point V.6.2, page 14).

Il est vrai que le renforcement des organes de coordination inter-impérialistes, ainsi que la stratégie de plus en plus unilatéraliste des Etats-Unis, tendent à marginaliser l'ONU. Mais cela n'autorise pas à lui attribuer un signe positif. Si dans le passé des pays impérialistes ont pu y être « interpellés » et « conditionnés », c'était en fonction des intérêts de la bureaucratie du Kremlin (ou de Pékin), ou bien d'un impérialisme plus fort imposant sa volonté à des impérialismes plus faibles (par exemple Suez 1956 : les Etats-Unis contre la Grande-Bretagne et la France).

Quand bien même le texte en appelle à la prudence des guillemets, où les rédacteurs ont-ils vu que l'ONU a été, à quelque moment que ce soit dans son histoire, un cadre permettant de « mettre

œuvre certaines politiques progressistes » ? Le « deux poids, deux mesures » que les Palestiniens et les peuples arabes dénoncent à juste titre à propos de l'application des résolutions du Conseil de sécurité montre au contraire que les prises de position apparemment « progressistes » ont une fonction de tromperie, de couverture de la politique impérialiste. Même lorsque l'ONU a pu décider, de façon tout à fait exceptionnelle, d'interventions qui ont mis fin à des massacres et à une situation d'oppression (ce fut le cas, dans la dernière période, au Timor Oriental), c'était en fonction d'intérêts de puissances impérialistes (dans le cas du Timor, l'Australie) et plus généralement afin de préserver le *statu quo*, de résorber les facteurs de déstabilisation de l'ordre mondial contre-révolutionnaire.

Il faut donc revenir à une analyse plus traditionnellement marxiste. L'ONU est la réunion, non des peuples mais **des gouvernements** bourgeois (ou bureaucratiques) de la planète. Un « repaire de brigands », disait Lénine en parlant de son prédécesseur, la Société des Nations. Ses institutions, notamment la principale d'entre elles à savoir le Conseil de sécurité, expriment (de façon certes imparfaite car issue du compromis de l'après Deuxième Guerre mondiale) la totalité hiérarchisée du système mondial des Etats (bourgeois ou bureaucratiques), système évidemment dominé par l'impérialisme. Et avec les pesanteurs et les contradictions qui sont inhérentes à ce type de structure, ces institutions appliquent logiquement la politique de l'impérialisme. On vient d'en avoir un nouvel exemple avec la résolution 1441, élaborée entre les représentants de Bush et de Chirac, qui couvre par avance l'agression impérialiste contre l'Irak.

Un grand nombre de forces politiques qui s'affirment anti-néolibérales sans être anticapitalistes, ainsi que des bourgeoisies et gouvernements, y compris impérialistes mais n'occupant qu'une place de second rang, en appellent à l'ONU afin de limiter « l'hégémonisme » des Etats-Unis. Les marxistes révolutionnaires, en revanche, ne peuvent oublier **la nature de classe de cette institution**, qui est donnée par la nature de classe de ceux qui la composent (et de ceux qui la dominent). Il leur revient de combattre toute illusion, en commençant par éviter ce qui pourrait les conforter.

- Orientation, nature et place politique de la social-démocratie

Le document « *Sur la situation mondiale* » comporte sur ce sujet des formulations pour le moins ambiguës. Au point I.5 (page 7), on lit ainsi que si la social-démocratie a « épousé la politique néolibérale », c'est « par crainte de tout affrontement sérieux avec le patronat et les classes dominantes ». Les sociaux-démocrates s'affronteraient donc à la bourgeoisie mais pas « sérieusement », et s'ils étaient moins « craintifs » ils pourraient même s'y affronter sérieusement... Un peu plus haut dans le même point, il est écrit que « *la nouvelle phase politique (...) peut octroyer des marges de manœuvre aux équipes gouvernementales social-démocrates* ». Lesquelles, et quelles en ont été jusqu'à présent les manifestations ? S'agit-il simplement de démagogie verbale (auquel cas nous pourrions être d'accord), ou pense-t-on que les sociaux-démocrates pourraient mener « une autre politique » que la droite sur le plan économique et social ?

La caractéristique de l'étape actuelle de mondialisation capitaliste est qu'il n'y a plus de marges de manœuvres pour des politiques alternatives au néolibéralisme en dehors d'un affrontement direct au capitalisme. Cette réalité objective, combinée à leur exercice du pouvoir d'Etat pendant de très longues années, a conduit les sommets sociaux-démocrates, non seulement à évoluer à droite, mais à s'intégrer aux rouages et même aux cercles dirigeants du système (en tant qu'avocats d'affaires, cadres et dirigeants d'entreprises privées comme publiques, etc.), donc à **s'intégrer organiquement à la bourgeoisie**. C'est pour cela qu'en France, par exemple, le gouvernement Jospin a privatisé davantage que tous les gouvernements de droite précédents réunis, a joué un rôle moteur dans la construction de « l'Europe libérale », s'est fait le grand défenseur des stock-options dont ses membres et ses amis figuraient parmi les principaux bénéficiaires, etc. Et c'est pourquoi il a été si durement sanctionné dans les élections d'avril-mai 2002.

Selon maintenant le deuxième projet de résolution, « *Rôle et tâches de la QI* », « *la social-démocratie néolibérale* » est « *toujours majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire* ». Le texte accorde une très grande importance à cette caractérisation, puisqu'il en déduit notre « *tâche stratégique dans la période* », qui serait de « *battre la social-démocratie néolibérale* ». Tant la caractérisation que la conclusion qui en est tirée sont à notre avis erronées (pour la conclusion, voir plus loin « *Une conception restrictive...* »).

En effet, la « majorité » dont la social-démocratie peut disposer dans le mouvement ouvrier et populaire **de certains pays seulement** (on reviendra sur cet aspect) n'est plus aujourd'hui qu'**électorale**. Et lorsqu'elle se manifeste sur ce terrain, elle reflète un rejet de la droite et un effet d'inertie (d'autant plus fort en l'absence d'alternative politique à gauche) beaucoup plus qu'une adhésion. En réalité, la social-démocratie a presque partout **cessé d'organiser politiquement** le mouvement ouvrier, et la tendance à la rupture de ce lien organique est universelle. On doit en outre remarquer, en ce qui concerne l'aspect néolibéral, que les politiciens sociaux-démocrates prennent en général soin de préparer juste avant les élections quelques discours démagogiques... « anti-néolibéraux », en défense du « modèle social » européen ou de leur pays (ce qui est aussi le cas, parfois, de politiciens de droite)... sans quoi ils auraient bien peu de chances de se faire élire !

De tels discours sont encore plus usuels dans la bouche des bureaucrates syndicaux sociaux-démocrates. Mais il est vrai que la situation est différente au niveau des organisations syndicales. Non seulement ces organisations (qui ne se réduisent pas à leurs directions) conservent un rôle élémentaire de défense d'intérêts immédiats des salariés, mais certaines sont parfois le vecteur de mobilisations et luttes des salariés, jouant alors un rôle bien évidemment progressiste. C'est clairement le cas, en ce moment, de la CGIL en Italie. Cependant, cela n'empêche pas que s'érode l'influence de beaucoup de ces grandes confédérations (qui le plus souvent, ne vivent plus des cotisations de leurs adhérents mais des subsides reçues de l'Etat et du patronat), ni que s'érode en leur sein l'influence des directions sociales-démocrates, malgré l'immense avantage que leur procure le contrôle d'appareils traditionnels puissants et grassement subventionnés.

La conception selon laquelle « *la social-démocratie néolibérale* » est la force politique majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire ne peut que conduire également à une vision déformée des problèmes actuels de la conscience. Si le néolibéralisme est hégémonique dans la bourgeoisie et encore très influent dans la petite bourgeoisie, **ce n'est pas** la force idéologique dominante dans la classe des travailleurs salariés ni en général au sein des masses populaires. La plupart des ouvriers sont politiquement désorientés, beaucoup trop d'entre eux se laissent tenter par des options de droite populistes ou fascisantes, et l'on sait que le racisme fait des ravages dans la classe ouvrière – quoique tout cela ne reflète pas la dynamique actuellement la plus forte, qui est plutôt orientée vers la gauche. Mais ce qui dans tous les cas est absolument certain, c'est que même en Europe, continent où la social-démocratie a le plus de poids, on rencontre assez peu d'ouvriers néolibéraux.

- La construction de « larges partis anticapitalistes du prolétariat » est-elle vraiment d'actualité ?

Une lecture attentive de « *Rôle et tâches de la QI* » en fait sérieusement douter. Certes, tout une partie du document (point 6, page 55 du BD n°1) est consacrée à expliquer que la construction de ce type de parti doit être notre objectif. Mais plusieurs phrases viennent simultanément affirmer que ce n'est pas possible dans l'immédiat, que le chemin sera long et tortueux, et que ce projet ne peut déboucher que s'il se produit un développement vraiment qualitatif de la lutte de classe et de la radicalisation politique : « *Pour y arriver, (la gauche révolutionnaire) devra traverser un parcours complexe fait d'étapes et de détours pour accumuler des forces, clarifier pas à pas les enjeux, réactiver les milieux militants et patiemment construire des liens avec le mouvement social* » (point 6.3). « *Seule la confrontation directe entre la classe dominante et le prolétariat, seule la lutte de masse (...) seront à même de bousculer le rapport de force, de donner un enracinement social et de dégager les militants pour construire, au niveau national, une nouvelle force politique...* » (point 8.3, page 57).

Le projet de résolution insiste également sur le fait que les regroupements anticapitalistes et anti-impérialistes (ici à l'échelle internationale) « *restent faibles et informels, car, en l'absence d'une puissante montée sociale, ils peinent à se dégager de leur 'culture politique' totalement inefficace* ». Sont cités, comme expressions de cette « culture politique inefficace », la faiblesse de la gauche social-démocrate, le stalinisme des courants issus des PC et le sectarisme des organisations révolutionnaires. En fait, le document reprend ainsi la conception majoritaire dans la LCR, selon laquelle il n'est pas possible d'avancer concrètement dans la construction d'une nouvelle force anticapitaliste car « il n'y a pas de partenaires », ce terme étant compris comme l'existence de courants organisés au niveau national.

Il y a ici un lien avec l'erreur d'analyse sur la place de la social-démocratie, et plus généralement avec la mécompréhension de ce que **l'effondrement de toutes les vieilles directions du mouvement ouvrier** rend **possible** (pas seulement nécessaire) une réponse offensive pour la reconstruction politique du mouvement ouvrier sur des bases d'indépendance de classe. Cette possibilité a pourtant été d'ores et déjà démontrée dans plusieurs pays : l'Italie (place du PRC), le Portugal (Bloc de Gauche), et surtout l'Ecosse puisque le processus qui a débouché sur la formation du SSP a été lancé au départ **par une seule force politique, marxiste révolutionnaire** (l'ancien Militant écossais), qui était alors dépourvue de tout « partenaire national » (ces « partenaires » étant arrivés **après**, une fois le processus déjà bien enclenché). A un stade moins avancé, celui qui est donné par l'existence des Alliances socialistes, l'Australie ainsi que l'Angleterre et le Pays de Galles illustrent également la possibilité de ce type de développement politique (qui dans ces pays est pour l'instant entravé ou freiné par le SWP britannique et son courant international, lesquels veulent restreindre les alliances à un rôle de – selon eux – « front unique électoral »).

Les documents du congrès mondial se trompent lorsqu'ils estiment que la condition première pour avancer vers de nouveaux partis anticapitalistes larges serait l'approfondissement des luttes et de la radicalisation politique, davantage que le « vide » (relatif mais bien réel) créé par l'évolution à droite et l'affaiblissement organisationnel des vieilles organisations, deux phénomènes dont il faut souligner à nouveau le caractère **qualitatif**.

D'une part, on ne peut absolument pas s'attendre à voir se dégager vers la gauche « des pans entiers » des vieilles organisations. Le processus est bien plutôt de décomposition et continuera dans cette voie. Seule une intervention résolue de la gauche révolutionnaire, ouvrant une perspective politique nouvelle, permettra de rallier des militants et des petits courants issus de ces formations, ce qui à son tour pourra aider à donner une impulsion pour construire un véritable parti de classe en s'adressant au « partenaire » essentiel, à savoir la grande majorité non organisée des travailleurs et des militants rompant avec les directions traditionnelles.

D'autre part, l'analyse est tout aussi erronée lorsqu'elle considère l'autre obstacle politique, représenté par le « *sectarisme congénital de la plupart des organisations révolutionnaires* » (point 8.3). Indépendamment du fait que le sectarisme congénital n'est pas le seul problème du mouvement marxiste révolutionnaire (**l'opportunisme débridé** constitue également un obstacle significatif au regroupement d'une gauche anticapitaliste digne de ce nom), l'expérience de l'Argentine montre qu'une grande montée des luttes et une importante radicalisation politique, à elles seules, ne résolvent strictement rien. Face au processus révolutionnaire en cours, les organisations les plus sectaires de la gauche révolutionnaire ont en effet tiré la conclusion, non qu'il faut s'unir avec les nouvelles générations militantes dans un nouveau parti pour le socialisme large, unitaire et démocratique, mais qu'elles constituent elles-mêmes, chacune pour son compte de vue et contre toutes les autres, l'embryon du « vrai parti bolchevique » qui dirigera la révolution...

Ainsi, « *Rôle et tâches* » n'arme pas vraiment pour les tâches actuelles de construction politique. Mais à travers la conception qu'il développe quant à la formation de nouveaux partis, le texte pose aussi un autre type de problème. Les « *larges partis anticapitalistes du prolétariat* » y deviennent en effet **des objectifs à long terme**, quasiment un « but stratégique ». Et ce n'est pas

juste non plus. De tels partis sont nécessaires **dans la phase actuelle** de décomposition/recomposition du mouvement ouvrier, en tant que réponse politique et dans une certaine mesure « tactique » apportée par les marxistes révolutionnaires. En revanche, notre objectif stratégique, à terme plus éloigné, ce vers quoi nous devons tendre et que doit justement faciliter la formation de tels partis larges, est et doit rester la construction de partis **pour faire la révolution socialiste**.

- Une conception restrictive des tâches des révolutionnaires

Le projet de résolution « *Rôle et tâches de la Quatrième Internationale* » est marqué par une conception trop restrictive, qui apparaît dès son premier alinéa, lorsqu'il est dit que « *la tâche stratégique de la période* » est de « *battre la social-démocratie néolibérale* » « *afin de (re)construire* » « *le mouvement ouvrier et populaire* » « *sur une base anticapitaliste et internationaliste, écologiste et féministe* » (point 1.1, page 52).

On a déjà souligné que la social-démocratie ne bénéficie parmi les travailleurs que d'une majorité électorale, et que parmi les nombreuses idéologies traversant notre classe, le néolibéralisme est certainement l'une des moins répandues. Il faut ajouter que ce type de prépondérance social-démocrate ne vaut que **pour l'Europe** (de l'Ouest surtout) et pour quelques autres pays notamment anglo-saxons (dont l'Australie). La social-démocratie n'est pas du tout majoritaire, même électoralement, dans le mouvement ouvrier et populaire d'Asie et des Amériques, et pas non plus en Afrique.

Il existe en effet, à l'échelle internationale et y compris en Europe, **d'autres forces politiques**, également influentes et souvent plus influentes, qui seront également à « *battre* » pour reconstruire le mouvement ouvrier et populaire sur des bases émancipatrices (cette question est traitée à partir de l'intertitre suivant).

Par ailleurs, notre tâche stratégique dans la période, durant toute la « *phase transitoire* » dont le document sur la situation mondiale décrits correctement les grands traits, est à la fois plus vaste et plus précise que ce qui est proposé : la tâche stratégique des marxistes révolutionnaires est de **rouvrir la perspective du socialisme**, cette perspective qui a été d'abord déformée et bloquée par le stalinisme, puis est apparue bouchée du fait des conditions de sa chute, que les capitalistes ont utilisées pour asséner leur argument massue selon lequel « il n'y a pas d'alternative » à leur système.

La description que le projet de résolution sur la situation mondiale fait de façon appropriée de « *la mondialisation, nouvelle étape du capitalisme international, sous hégémonie américaine* » (chapitre III) devrait normalement conduire à une conclusion essentielle : le fait que **cette situation n'est pas réversible** ; du moins, qu'elle ne le sera pas **sans de grandes conflagrations – krach, dépression, guerre, révolution**. Mais cette conclusion n'est pas tirée, ce qui ouvre la porte à beaucoup de confusion au moment de définir l'orientation.

Rappelons que pour sortir de la grande dépression des années trente et pour entrer dans une nouvelle phase d'accumulation et de développement capitalistes, il a fallu en passer par le fascisme dans une série de pays et par rien moins qu'une guerre mondiale. Aujourd'hui, l'évolution du capital, débouchant sur un nouveau mode d'accumulation qui exacerbe les traits parasites et destructeurs du système, a miné les bases des « Etats-providence ». Il n'y a pas de retour en arrière possible à la période des « trente glorieuses » (1945-74). Aucun type de capitalisme soi-disant « plus humain » n'est atteignable, en tout cas par des moyens réformistes et pacifiques. C'est bien la raison pour laquelle **toutes** les directions historiques du mouvement ouvrier (ainsi que certaines plus récentes) évoluent à droite, dans le sens d'une adaptation de plus en plus ouverte au capitalisme.

Ainsi, « une autre politique n'est pas possible »... si l'on ne veut pas rompre avec le capitalisme. Y a-t-il accord là-dessus dans la Quatrième Internationale ? Si oui, il faudrait le dire, en soulignant que ce qui est posé de façon générale dans le monde, mais aussi de façon beaucoup plus

immédiate et concrète dans des situations d'effondrement économique et de luttes à caractère révolutionnaire (par exemple, depuis un an, en Argentine), ce n'est pas la perspective totalement illusoire d'un retour à l'ancien Etat-providence bourgeois-capitaliste, perspective défendue par différents courants « anti-néolibéraux », du PC et de la direction d'Attac en France jusqu'au « centre gauche » argentin ou à la direction du PT brésilien, mais bien la nécessité d'une alternative socialiste.

- Anti-néolibéralisme et anticapitalisme

Dans le mouvement altermondialisation comme dans le mouvement ouvrier, deux grandes orientations existent et s'opposent : celle selon laquelle on pourrait combattre le néolibéralisme sans combattre le capitalisme, et celle qui se base sur le fait que le néolibéralisme n'est rien d'autre que le capitalisme d'aujourd'hui, et que c'est donc le capitalisme qu'il faut combattre.

Mais le document « *Rôle et tâches* » ne reprend pas cette caractérisation. A l'inverse, son point 3.3 (page 54) commet l'erreur d'affirmer (dans son deuxième alinéa, « *Premièrement* ») que les directions « anti-néolibérales », **sans exception**, sont composées de réformistes honnêtes qui ne comprennent pas bien les enjeux et qu'il faut simplement aider à dessiller.

Il y a un anti-néolibéralisme **de masse**, qui pour une large part est un « anticapitalisme spontané et embryonnaire ». Notre rôle est de le développer et le « conscientiser », à travers l'action commune et la discussion fraternelle. Mais il y a aussi nombre de personnages, de directions, d'appareils très concrets qui s'autolimitent à un niveau anti-néolibéral **parce qu'ils défendent le capitalisme de façon très consciente**. Par exemple, en France, Henri Emmanuelli, Marie-George Buffet, Bernard Cassen ; en Amérique latine, région du monde où cette question est la plus immédiatement posée sur le plan politique, Elisa Carrio et Victor de Gennaro (Argentine), Lula (Brésil), Chavez (Venezuela), Gutierrez (Equateur)... Il faut savoir distinguer entre « l'anti-néolibéralisme d'en bas », fondamentalement progressiste, et « l'anti-néolibéralisme d'en haut » qui dans la majorité des cas ne l'est pas.

Il n'est donc pas juste de fonder notre politique, comme le fait globalement le point 3 de « *Rôle et tâches* », sur la croyance que la dynamique même des mobilisations anti-néolibérales, avec l'aide d'un peu de propagande révolutionnaire, mènera « objectivement », de façon quasi automatique, à l'anticapitalisme. Nous devons au contraire être conscients qu'est en cours, dans le mouvement ouvrier et le mouvement altermondialiste, une lutte entre des forces dont certaines veulent abolir le capital et d'autres veulent le préserver.

Dans les combats quotidiens (grèves, manifestations, processus d'organisation, débats idéologiques...), notre rôle et notre tâche stratégique, actuels et immédiats, ne sont pas seulement de « *battre le néolibéralisme* » mais aussi, dans ce combat et pour ce combat, de **faire prévaloir une politique et une conscience anticapitalistes**. Sans rompre les cadres d'unité d'action qui permettent de défendre ensemble des revendications immédiates, mais en y défendant nos propres positions avec fermeté. Et en disant aux travailleurs les choses telles qu'elles sont : « une autre politique » et « un autre monde » sont « possibles »... seulement si l'on s'attaque de manière décidée au capital lui-même.

- Le Brésil, pays clé

De ce point de vue, la question brésilienne va devenir de plus en plus centrale. Le 1^{er} janvier 2003 marquera l'entrée en fonctions du **gouvernement « anti-néolibéral » auquel se référeront tous les anti-néolibéraux dans le monde**. Ce gouvernement ne fera pas que comprendre nombre de représentants patentés de la bourgeoisie, à commencer par Alencar, président du Parti libéral (!), à la vice-présidence du pays. Il bénéficiera également, d'une part, d'une neutralité initiale de l'impérialisme, d'autre part, du soutien clair et affirmé d'une fraction de la bourgeoisie brésilienne liée à l'industrie nationale et dont les intérêts sont partiellement distincts de ceux de Wall Street.

Pour l'instant, Lula et le PT annoncent, en même temps qu'une politique de rigueur destinée à dégager un excédent commercial afin de continuer à payer la dette publique externe et interne, un projet qui renouerait avec une politique « développementiste », de substitution des importations, concomitamment à une orientation en faveur de l'intégration des économies capitalistes régionales (Mercosur) afin de résister aux prétentions de domination absolue des Etats-Unis (projet de la ZLEA). Dans tous les cas, qu'il maintienne certaines orientations « anti-néolibérales » ou qu'il finisse par capituler même sur ce plan, le gouvernement Lula tendra de plus en plus ouvertement à s'opposer aux revendications ouvrières et populaires, ainsi qu'à réprimer les mobilisations qui inévitablement se développeront. Il y sera contraint, tant il est vrai qu'aucun changement structurel favorable aux travailleurs n'est envisageable si l'on ne s'engage pas dans la rupture avec l'impérialisme et le capitalisme.

C'est aussi la leçon des défaites électorales subies par le PT, tandis même que Lula était largement élu à la présidence, dans plusieurs Etats que ce parti administrait parfois depuis de nombreuses années – notamment l'Etat du Rio Grande do Sur. Les gouvernements pétistes y ont été sanctionnés parce que, respectant la propriété privée capitaliste et le fonctionnement de l'Etat bourgeois, non seulement ils ne pouvaient pas améliorer les conditions d'existence des masses, mais ils sont entrés en conflit avec les secteurs du mouvement ouvrier et populaire qui à divers moments sont entrés en lutte pour leurs revendications.

Les marxistes révolutionnaires ont et auront pour rôle et pour tâche de défendre **une orientation de rupture** avec la bourgeoisie et avec le capitalisme, qui impliquera la rupture avec le gouvernement Lula et la direction majoritaire du PT, et l'affirmation d'une alternative socialiste et révolutionnaire. Il s'agit là de la **stratégie**, indépendamment des **tactiques** utilisées, qui peuvent être de mener la bataille de l'intérieur du PT et non de l'extérieur, de ne pas attaquer dès à présent frontalement ce gouvernement de type « front populaire », mais de le faire de biais (« Dehors Alencar et les ministres bourgeois »...), etc.

Mais le projet de résolution « *Rôle et tâches* » n'arme pas dans cette direction. A l'inverse, beaucoup de ses formulations laissent dangereusement entendre que nous pourrions avoir un accord « *stratégique* » au moins partiel avec le projet politique de Lula, puisque ce dernier serait, comme la Quatrième Internationale, en faveur de « *battre le néolibéralisme* ».

- Les regroupements anticapitalistes continentaux et le cas de l'Amérique latine

Le fait que les dynamiques de regroupement international de forces anticapitalistes se développent au plan continental (point 8.3, page 57) reflète avant tout l'expérience et les besoins concrets de la lutte de classe. L'Europe, l'Amérique latine, l'Asie sont des cadres « géopolitiques » qui appellent des réponses communes et centralisées de la classe ouvrière et des autres classes dominées de façon plus « immédiate » que le niveau mondial. En présence « *d'une puissante montée sociale* », la dynamique de ces regroupements continentaux sera très probablement favorisée. De fait, une telle montée se manifeste déjà en Amérique du Sud, à l'exception de certains pays très importants (et même décisifs), tels que la Colombie et surtout le Brésil. Dans ce dernier pays, Lula a remporté les élections en surfant sur un très puissant sentiment de rejet du néolibéralisme, mais sans qu'il y ait de grandes luttes de classe (sauf les mobilisations des paysans sans terre), facteur qui l'a d'ailleurs aidé à s'allier aussi « facilement » à des secteurs représentatifs de la bourgeoisie.

Pour favoriser aujourd'hui la dynamique de regroupement international anticapitaliste, il est donc nécessaire de **se donner une politique** afin de renforcer, en terme d'élaboration mais aussi d'intervention pratique dans la lutte de classe, les échanges et les collaborations entre les forces d'origine diverse qui participent à ces initiatives continentales, actuellement les seuls point d'appui existants « *vers une Internationale révolutionnaire de masse* ». Mais une telle orientation **n'apparaît pas** dans « *Rôle et tâches* », qui au contraire traite de ces regroupements de façon fataliste, comme si les marxistes révolutionnaires n'avaient pas à y jouer un rôle fondamental d'impulsion. Une telle intervention constitue pourtant une condition essentielle à l'affirmation et au développement de ces regroupements. Ajoutons que la façon dont le document traite de ces

regroupements est d'autant plus étonnante que des forces de la Quatrième Internationale y jouent un rôle important et parfois décisif. Ainsi, les Conférences anticapitalistes européennes n'existeraient pas sans leur intervention, notamment celle de la LCR. Mais cette réalité n'est pas du tout reflétée dans le projet de résolution.

Une seconde condition est de ne pas prendre des vessies pour des lanternes, comme le fait « *Rôle et tâches* » dans le cas de l'Amérique latine. Ne pas distinguer entre « anti-néolibéralisme d'en bas » et « anti-néolibéralisme d'en haut », ainsi que relativiser l'importance que revêt le saut qualitatif de l'anti-néolibéralisme à l'anti-capitalisme, permet en effet de revendiquer ici « *le Forum de Sao Paulo dont la dynamique initiale a reculé* » et « *le rôle qu'a joué le PT dans le FSM* », en tant qu'expressions continentales de « *regroupements pluralistes de gauche, internationaux, anticapitalistes/anti-impérialistes* » (point 8.3). Cette caractérisation erronée ne peut conduire qu'à une politique erronée.

Depuis sa formation en 1980, le PT a notablement évolué : abandon progressif de son programme radical, intégration croissante à l'Etat bourgeois, bureaucratisation, renforcement du poids des secteurs intermédiaires de la société au détriment des bases ouvrières. Aujourd'hui sa direction majoritaire et sa politique **ne sont clairement plus** anticapitalistes ni anti-impérialistes – raison pour laquelle son gouvernement ne le sera pas non plus. Quant au Forum de Sao Paulo, il **ne l'a jamais été**. Les documents programmatiques de ce regroupement, impulsé par le PT et par le PC cubain, ainsi que par le PRD mexicain (un parti bourgeois « de gauche »), le Front sandiniste nicaraguayen (devenu depuis près de 10 ans ouvertement procapitaliste) et le Front élargi uruguayen (dont la direction se revendique d'une social-démocratie très modérée), se sont toujours autolimités à l'anti-néolibéralisme et ont toujours prôné la collaboration de classes avec les secteurs bourgeois « nationaux et progressistes ».

Les premiers pas d'une véritable convergence anticapitaliste latino-américaine ont été faits en 2002, à l'initiative notamment de militants de la Quatrième Internationale, lors de la rencontre de Montevideo (dont un article d'*Inprecor* a rendu compte) puis de celle qui a suivi à Buenos Aires, à l'occasion du forum social tenu dans cette capitale. C'est ce regroupement encore embryonnaire mais prometteur que le projet de résolution aurait dû citer. Il s'agit d'un regroupement anticapitaliste intégrant divers courants marxistes révolutionnaires, notamment trotskystes ou d'origine trotskyste, mais qui est sensiblement plus large comme en témoigne par exemple la participation du Courant de gauche du Front large uruguayen.

Aujourd'hui, les révolutionnaires et avec eux tous les anticapitalistes ont à disputer l'hégémonie dans le mouvement ouvrier et populaire notamment à la direction du PT et aux forces du Forum de Sao Paulo. La grande dispute stratégique en cours en Amérique latine n'oppose nullement des anti-néolibéraux à des néolibéraux. Le néolibéralisme est tellement discrédité sur ce continent, après les catastrophes qu'il y a provoquées, qu'à l'exception de partis et courants bourgeois « durs », pratiquement plus personne ne le revendique. A l'intérieur du mouvement de masse, la lutte oppose et opposera de plus en plus, d'une part, les partisans d'une politique anticapitaliste et anti-impérialiste, d'autre part, ceux qui prétendent défendre « contre le modèle néolibéral » un projet de capitalisme « humanisé ».

C'est autour de ce clivage stratégique que s'ordonnent les différents terrains d'affrontements : pour l'indépendance de classe contre les alliances avec la bourgeoisie « nationale et progressiste » ; pour le développement de l'auto-organisation et de l'autonomie des masses en opposition aux structures de l'Etat bourgeois ; pour une lutte effective contre l'impérialisme, et non la compromission et la capitulation devant lui ; pour les droits démocratiques les plus absolus en faveur des masses exploitées et opprimées, contre leur restriction ou négation par quelque régime que ce soit, bourgeois ou se revendiquant toujours du socialisme (Cuba)...

- Des expressions auto-affirmatoires d'un autre âge

Tout ce qui dans le point 9 du projet de résolution « *Rôle et tâches de la QI* », en adéquation avec le projet de nouveaux Statuts, rompt avec les prétentions de « parti mondial de la révolution

socialiste » et situe la Quatrième Internationale comme une composante, au côté d'autres, de la lutte pour une nouvelle Internationale révolutionnaire de masse, est très positif.

Cependant, le fait de présenter l'actuelle Quatrième Internationale comme la continuatrice unique et en droite ligne du « parti mondial » fondé par Trotsky (ce que le texte ne peut faire, dans le point 9.1, qu'en « sautant » directement de 1938 aux années 70), relativise ce pas en avant. Le poids de la crise historique de la Quatrième Internationale est ainsi totalement évacué. Et il devient impossible de comprendre pourquoi les forces regroupées aujourd'hui dans l'organisation Quatrième Internationale ne représentent qu'une petite minorité de celles qui revendiquent la tradition et le legs historique de la Quatrième Internationale.

Sans entrer ici dans l'histoire complexe du mouvement trotskyste au cours des trente dernières années, il faut signaler que le point 9.1 comporte des mentions qui sont factuellement erronées. Ainsi, contrairement à ce qui est écrit, le SWP américain a été uni à partir de 1976 à l'actuelle direction de l'Internationale dans une majorité commune, et il n'a rompu avec la Quatrième Internationale qu'en 1985 (en même temps que d'autres sections, notamment l'actuel DSP australien, une organisation assez forte et qui joue aujourd'hui un rôle central dans le processus de regroupement en Asie / Océanie). Quant aux « morénistes », ils étaient membres de l'Internationale jusqu'en 1979, date à laquelle la fraction qu'ils formaient a été exclue (est partie avant son exclusion qui avait été annoncée par le vote d'une résolution du SU) par cette même majorité de l'époque, direction européenne + SWP.

Une autre faiblesse du texte est qu'elle n'explique pas les crises et disparitions de sections dont certaines étaient très fortes (Espagne, Mexique). Or ces crises ont eu des raisons profondes **d'orientation politique**, raisons diamétralement opposées à des conceptions ou comportements auto-affirmatoires et sectaires.

Il faut enfin regretter certaines expressions autoproclamatoires d'un autre âge (dans les points 9.1 et 9.2), qui contredisent les intentions de non sectarisme dans le même temps que celles-ci sont affichées. Peut-être cela peut-il conforter un certain « patriotisme de parti » ? En tout cas, le dialogue avec « *la gauche révolutionnaire* », qui est composée pour une bonne part de ces organisations et courants trotskystes ou d'origine trotskyste, c'est-à-dire le « *troisième niveau* » de « *réponse* » qui est proposé dans les points 8.4 et 9.5, n'en sera pas favorisé.

Amendements aux projets de résolution du congrès mondial

Avertissement

Ce texte a été adopté le 15/12/02 par la réunion nationale dans laquelle s'est formé le courant de la LCR « Avanti ! ». La première partie, de présentation des amendements, est une synthèse d'un texte sensiblement plus long, donc plus argumenté et moins lapidaire, et touchant aussi quelques points qui ont été laissés ici de côté. Les camarades souhaitant recevoir par courrier électronique cette « version longue » peuvent la demander à [...] ¹. Les six amendements qui suivent sont soumis au vote des AG militantes et du CC de janvier. Ensemble, ils sont présentés comme plateforme pour l'élection des délégués au congrès mondial.

¹ Il s'agit du texte « Problèmes d'analyse et d'orientation dans les textes du congrès mondial », reproduit ci-avant.

- **Présentation**

Les délais impartis dans la LCR à la discussion préparatoire au XV^e congrès mondial de la Quatrième Internationale sont si courts qu'il est impossible de mener une véritable discussion. Le choix de direction qui a conduit à cette situation pose un problème de fond quant à la nature du parti que nous voulons construire. En pratique, la question de l'Internationale a été traitée comme un supplément d'âme. C'est l'affaire de quelques « spécialistes » : alors que les dirigeants internationaux discutent de ces textes depuis des années, les militants auront eu deux petits mois pour en prendre connaissance et essayer de se forger une opinion (et les membres du CC, à peine plus).

Pour notre mouvement politique, la construction nationale est non seulement liée à un projet international, mais comprise comme une partie, une composante de ce tout beaucoup plus vaste, analytique et militant/pratique. Sans compréhension de la situation internationale, pas de compréhension de la situation nationale, l'intervention nationale étant elle-même directement affectée. C'est pourquoi les militants doivent avoir la possibilité d'accéder aux grands problèmes et débats posés dans la lutte de classe à l'échelle internationale. La conception qui a été mise en application à l'occasion de ce congrès ne doit pas être théorisée, cette situation ne doit plus se reproduire. En ce qui nous concerne, c'est parce que nous considérons que ce débat n'est nullement anodin ou secondaire que nous y intervenons malgré toutes les limites qui sont imposées.

Nous partageons les grands traits de l'analyse de la nouvelle période politique présentée dans le projet de résolution « *Sur la situation mondiale* » : rapports de forces et changements intervenus par rapport à la période précédente, nouvelles contradictions du système de domination, nouveaux processus de résistance et perspectives ouvertes pour les marxistes révolutionnaires.

Nous considérons pertinentes beaucoup des têtes de chapitre du projet de résolution « *Rôle et tâches de la Quatrième Internationale* » ; notamment, le fait de relier la tâche de construire une alternative politique aux tâches globales de reconstruction « sur de nouveaux axes » du mouvement des travailleurs, la réélaboration d'un programme de transition pour la nouvelle période historique en s'appuyant sur les nouvelles expériences de lutte et d'organisation, la nécessité d'avancer « *vers une nouvelle Internationale révolutionnaire de masse* » et de construire au niveau national « *de larges partis anticapitalistes du prolétariat* ».

Mais nous pensons aussi que ces textes souffrent d'insuffisances et d'erreurs notables. C'est pourquoi nous proposons des amendements sur les points qui à notre avis posent le plus de problèmes directement liés à l'intervention. Mais auparavant, il est nécessaire de souligner quelques autres questions.

- Les deux projets de résolution sont marqués par une vision extrêmement « eurocentrée ». Cela apparaît clairement dans le fait que « *Rôle et tâches* », dès son premier paragraphe, propose comme « *tâche stratégique de la période* » de « *battre la social-démocratie néolibérale* », en estimant que ce courant est « *toujours majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire* », alors que ce n'est vrai (mais d'un point de vue seulement électoral) qu'en Europe et dans quelques autres pays. L'absence de toute analyse et prise en considération sérieuse de l'Asie et de l'Amérique latine (continent qui concentre aujourd'hui les luttes de classe les plus intenses et donc les problèmes stratégiques les plus aigus), sans parler du Moyen-Orient (problèmes de la révolution palestinienne), ôte beaucoup d'intérêt aux documents. Il est particulièrement handicapant de ne tirer aucun enseignement du processus révolutionnaire argentin, commencé il y a déjà un an, et de ne rien dire non plus du Brésil, pays d'un poids très important et qui va maintenant concentrer l'attention de tous les anti-néolibéraux de par le monde.
- Le point IV (URSS, pays de l'Est et Chine) du projet de résolution sur la situation mondiale constitue en lui-même une erreur de méthode. Il mêle des analyses actuelles avec des éléments de bilan historique d'une question politique et théorique qui a été centrale pour notre mouvement (la nature du stalinisme et des Etats qu'il a dirigés), question qui devrait faire l'objet d'un débat

ouvert, sérieux et approfondi, d'autant qu'elle a toujours un rapport étroit avec la définition de notre stratégie pour le socialisme. Cependant, plus de dix ans après la chute du Mur de Berlin et la dislocation de l'URSS, rien n'a été fait dans ce sens. Et les militants sont maintenant invités à « trancher » au détour d'une résolution un débat historique non mené.

- En même temps qu'il condamne les « *délires sectaires* » et « *l'auto-affirmation identitaire* » des autres courants trotskystes, le projet de résolution « *Rôle et tâches* » (dans ses points 9.1 et 9.2) se livre contradictoirement à un exercice autoproclamatoire d'un autre âge. Ce genre de pratique peut éventuellement encourager quelque « patriotisme de parti », mais il ne favorisera pas le dialogue que l'on affirme par ailleurs vouloir mener avec des « *courants révolutionnaires* » dont un nombre non négligeable est trotskyste ou d'origine trotskyste. De plus, en évacuant le poids et la signification de la crise historique de la Quatrième Internationale, ce texte rend impossible de comprendre pourquoi les forces regroupées aujourd'hui dans l'organisation Quatrième Internationale ne représentent qu'une petite minorité de celles qui revendiquent dans le monde la tradition et le legs historique de la Quatrième Internationale.

Synthétiquement, les amendements que nous présentons sont motivés par les problèmes d'analyse et d'orientation suivants.

- Les documents présentés ne tirent pas la conclusion indispensable selon laquelle la nouvelle configuration du capitalisme impérialiste (« mondialisation capitaliste », « nouveau régime d'accumulation financière », « néolibéralisme ») n'est pas réversible, du moins sans de grandes confrontations et de grands bouleversements (krachs, dépressions, guerres, révolutions) ; et que par conséquent, il n'y a pas de retour en arrière possible – en tout cas pacifique – à l'étape des « Trente glorieuses » et aux « Etats-providence » qui lui étaient associés, contrairement à ce qu'affirment les courants politiques « anti-néolibéraux » mais non anticapitalistes (de la direction d'Attac en France à celle du PT au Brésil).

- Ces documents distinguent à tort deux étapes politiques : celle de la lutte contre le néolibéralisme qui serait actuelle et immédiate, et celle de la lutte contre le capitalisme qui ne le deviendrait vraiment qu'une fois que l'on aurait sinon « battu », du moins obtenu des « succès » contre le néolibéralisme (« *Battre le néolibéralisme, prendre la voie anticapitalisme* », points 3.1 et 3.2 de « *Rôle et tâches* »). Nous devons à l'inverse comprendre et affirmer que le néolibéralisme n'étant rien d'autre que le capitalisme et l'impérialisme d'aujourd'hui, on ne pourra « battre » le néolibéralisme que si l'on « bat » le capitalisme et l'impérialisme, et l'on ne pourra faire reculer le néolibéralisme (obtenir des « succès dans la résistance ») que sur une orientation anticapitaliste et anti-impérialiste.

- Ils ne signalent pas non plus que les marges de manœuvre qui existaient dans la période précédente pour mener des politiques de réformes dans le cadre du système capitaliste, sans s'engager dans la rupture avec lui, se sont évaporées. Telle est pourtant la base objective de l'adaptation de toutes les directions traditionnelles (et de certaines plus récentes) au capitalisme, et aussi de leur crise, de la perte de substance et de légitimité résultant de leur tournant à droite.

- Par conséquent, « une autre politique » économique et sociale plus favorable aux travailleurs « n'est pas possible » (et n'est d'ailleurs menée nulle part) si elle n'est pas directement anticapitaliste. Notre « *tâche stratégique dans la période* » ne peut donc être de « *battre le néolibéralisme* » (« *Rôle et tâches* », point 1.1). Elle est à la fois plus ambitieuse et plus précise : rouvrir la perspective du socialisme, seule alternative possible à la barbarie du capitalisme néolibéral.

- Il n'est pas vrai que la social-démocratie soit « *toujours majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire* » (« *Rôle et tâches* », point 1.1). Elle n'y reste « majoritaire » qu'en Europe et dans quelques autres pays, et uniquement sur un plan électoral, sans plus susciter l'adhésion des travailleurs ni les organiser politiquement. Ni par son programme, ni par sa base sociale, ni par sa direction (les sommets sociaux-démocrates tendant de plus en plus à s'intégrer organiquement à

la bourgeoisie), la social-démocratie ne peut être désormais considérée comme un parti « ouvrier ».

- D'autres directions que « *la social-démocratie néolibérale* », anciennes et nouvelles, jouent un rôle politique majeur. Ces directions sont notamment majoritaires dans le mouvement ouvrier et populaire en Amérique latine, où elles occupent la présidence de trois pays : Chavez au Venezuela, Gutierrez en Equateur, Lula au Brésil. Et elles sont également nos adversaires politiques au sein du mouvement de masse. Ces directions « néo-réformistes » se caractérisent par le fait de préconiser des politiques « anti-néolibérales » mais non anticapitalistes, et parfois de se définir ouvertement comme partisans d'un « capitalisme humain ». Leur caractère non anticapitaliste les amène, lorsqu'elles parviennent au gouvernement, à capituler devant le capitalisme... néolibéral.
- Cette question, non abordée du tout par les projets de résolution, est cruciale sur de nombreux fronts d'intervention. Elle l'est de façon immédiate et aiguë au Brésil, où les militants ouvriers et révolutionnaires sont placés devant un choix entre deux lignes radicalement opposées : une orientation de rupture avec la bourgeoisie, donc avec le gouvernement Lula-Alencar (indépendamment des tactiques utilisées, qui peuvent être de mener la bataille à l'intérieur du PT et non de l'extérieur, d'attaquer ce gouvernement bourgeois de type « front populaire » de biais et non frontalement, etc.), ou une politique de soutien plus ou moins critique à ce gouvernement, signifiant une capitulation.
- Plus généralement, le fait de ne pas marquer la différence qualitative (« *Rôle et tâches* », point 3.3) entre « l'anti-néolibéralisme d'en haut » des directions capitulardes ou consciemment pro-capitalistes, et « l'antinéolibéralisme d'en bas » des travailleurs et des jeunes, quant à lui très progressiste, exprimant un anticapitalisme et anti-impérialisme spontané et embryonnaire, désarme au plus haut point dans l'intervention militante. Les caractérisations très tolérantes et positives faites des directions politiques « anti-néolibérales » (point 3.3 « Premièrement ») font obstacle à une orientation révolutionnaire indépendante et affaiblissent notre capacité à aider les « anti-néolibéraux d'en bas » à franchir le pas vers un anticapitalisme conscient, pas qui nécessite une rupture politique avec ces directions.
- Si le texte « *Rôle et tâches de la QI* » pose correctement l'objectif de « *larges partis anticapitalistes du prolétariat* », il affirme simultanément (dans ses points 6.3 et 8.3) que ce n'est pas possible dans l'immédiat, que le chemin sera long et tortueux, et qu'il ne débouchera que s'il se produit un développement qualitatif de la lutte de classe et de la radicalisation politique. Cette conception est fautive et démentie par l'expérience de nombreux pays, où des pas importants ont été faits en l'absence de forte poussée sociale (Italie, Portugal, à un niveau moindre Angleterre/Pays de Galles et Australie), et y compris en l'absence initiale de tout « partenaire national » au côté de l'organisation marxiste révolutionnaire ayant lancé le processus (Ecosse). Ce qui rend non seulement nécessaire, mais permet d'avancer aujourd'hui vers la formation de nouveaux partis de classe pour le socialisme, c'est avant tout l'effondrement/disparition du stalinisme, la transformation bourgeoise de la social-démocratie et en général l'évolution à droite de toutes les directions traditionnelles. A condition que les marxistes révolutionnaires fassent preuve à la fois de fermeté programmatique et politique, et de capacités d'initiative et d'audace.
- Par ailleurs, la formation de partis larges pour le socialisme ne doit pas être considérée comme un objectif stratégique à long terme. C'est une réponse politique, et dans une certaine mesure « tactique », qui est nécessaire dans la situation actuelle de décomposition et de possible recomposition du mouvement ouvrier. Notre but stratégique sur le plan politico-organisationnel reste de construire des partis aptes à diriger la révolution socialiste. Ceux-ci pourront résulter (ou non) de processus d'évolution de partis anticapitalistes et anti-impérialistes plus larges, dont la grande majorité des membres serait alors gagnée à une politique socialiste révolutionnaire. Le développement de tels partis larges, en modifiant les rapports de forces au sein de la classe ouvrière et avec la bourgeoisie, doit tous les cas représenter un pas significatif dans la voie de notre objectif stratégique qui est de construire des partis prolétariens pour la révolution et le socialisme.

- Les regroupements anticapitalistes continentaux constituent l'élément le plus progressiste et le seul point d'appui (quoique embryonnaire) existant aujourd'hui en direction d'une « *nouvelle Internationale révolutionnaire de masse* ». Des forces de la Quatrième Internationale jouent un rôle actif et parfois décisif dans la construction nationale de nouveaux partis ou alliances ainsi que dans leur coordination à travers ces regroupements continentaux. Or cette réalité n'est pas reflétée dans le texte « *Rôle et tâches* » (point 8.3). La consolidation et le développement de ces regroupements devraient être définies comme une tâche internationale prioritaire, signalée comme telle dans cette résolution.
- Dans le cas de l'Amérique latine, le projet de résolution prend des vessies pour des lanternes en donnant comme exemple de regroupement anticapitaliste et anti-impérialiste les forces du Forum de Sao Paulo et le PT brésilien (point 8.3 également), alors que toutes ces directions se prononcent pour des alliances avec la bourgeoisie « nationale et progressiste », pour des compromis avec l'impérialisme et contre la rupture avec le capitalisme. En réalité, les premiers pas vers un regroupement anticapitaliste et anti-impérialiste continental ont été réalisés en 2002, notamment à l'initiative de militants de la Quatrième Internationale, lors de la rencontre de Montevideo (dont un article d'*Inprecor* a rendu compte) puis de celle qui a suivi à Buenos Aires à l'occasion du forum social tenu dans cette capitale.
- Le projet de résolution « *Sur la situation mondiale* » (point V.6.2) commet l'erreur d'opposer l'ONU aux autres « institutions internationales », en lui attribuant un signe positif. Il affirme ainsi, contre toute évidence, que l'ONU « *avait fourni un cadre institutionnel où les pays impérialistes pouvaient être interpellés et 'conditionnés' et certaines politiques 'progressistes' mises en œuvre* ». Une telle analyse ne peut que nourrir les dérapages politiques survenus dans la LCR, dont le dernier en date a été la demande adressée à Chirac qu'il utilise son droit de veto au conseil de sécurité contre la guerre en Irak, alors que ce sont les représentants de Chirac qui ont élaboré, avec ceux de Bush, la résolution 1441 couvrant par avance l'agression impérialiste.

- Amendements au projet de résolution « Sur la situation mondiale »

1) Sur les courants de gauche réformistes ou anciennement réformistes

Reformuler ainsi le point I.5., page 7 du bulletin de débat n° 1 :

5. L'évolution à droite des directions traditionnelles

Toutes les directions historiques du mouvement ouvrier et populaire, ainsi que d'autres directions surgies plus récemment, ont évolué dans le sens d'une adaptation croissante au système capitaliste. La raison de cette évolution est que la nouvelle configuration du capitalisme mondial a fait disparaître les marges de manœuvre qui existaient auparavant pour mener dans le cadre du système, sans engager de rupture avec le capitalisme, des politiques réformistes qui amélioreraient ou préserveraient les conditions d'existence des masses.

La social-démocratie a ainsi renoncé à toute politique keynésienne ou néo-keynésienne, et repris à son compte la politique néolibérale avec un accompagnement social minimal. En Europe, cela a pris un relief particulier du fait de son exercice du gouvernement, simultanément et pendant plusieurs années, dans 13 des 15 pays de l'UE. Sans exceptions, les partis sociaux-démocrates ont repris à leur compte les choix stratégiques des classes dominantes, comme l'ont montré leurs orientations socio-économiques et leur participation aux trois guerres que l'impérialisme a déclenchées ces 10 dernières années (Irak, Yougoslavie, Afghanistan). Ce processus a conduit à une profonde révision politico-idéologique de ces partis. Il s'est aussi accompagné d'une intégration qualitativement plus poussée de leurs sommets aux intérêts économiques et aux cercles dirigeants de la bourgeoisie. Les partis socialistes et sociaux-démocrates européens, le New Labour britannique, s'ils bénéficient toujours d'un soutien électoral « par défaut » de couches larges du salariat, ont cessé d'être des cadres d'organisation des travailleurs. Ce sont des partis bourgeois conservant certaines traces de leur origine historique dans le mouvement ouvrier.

Les anciens partis communistes staliniens, à quelques exceptions près résultant le plus souvent de processus de rupture, se sont également ralliés, plus ou moins ouvertement, au système capitaliste. Ces partis connaissent en général un processus de social-démocratisation ou de polarisation par la social-démocratie. Lorsqu'ils sont confrontés dans leur pays à un PS puissant, et plus encore lorsque s'y ajoute la présence d'une gauche révolutionnaire assez forte, leur espace politique tend à se réduire à néant et ils se débattent alors dans une véritable crise existentielle.

Dans la majorité des pays d'Amérique latine, les catastrophes sociales provoquées par le néolibéralisme l'ont discrédité à tel point qu'il est devenu nettement minoritaire dans la société et plus encore au sein des masses exploitées et opprimées. Cependant, en l'absence d'une alternative de pouvoir ouvrier et populaire, la domination capitaliste et impérialiste continue inexorablement d'exercer ses ravages. La quasi totalité des partis de gauche ou de centre gauche, tout comme les nouvelles directions populistes (Chavez au Venezuela, Gutierrez en Equateur), revendiquent une opposition au « modèle néolibéral » mais dans les faits capitulent devant lui. Leur « anti-impérialisme » est incomparablement plus modéré que celui de leurs homologues dans la période antérieure. Une évolution de même nature touche la direction majoritaire du PT brésilien, dont l'accord de gouvernement avec le Parti libéral exprime l'alliance stratégique avec un secteur de la bourgeoisie nationale et la volonté de compromis avec l'impérialisme. Il est significatif que ni Chavez, ni Gutierrez, ni Lula, c'est-à-dire aucun des trois présidents « anti-néolibéraux » élus en Amérique du Sud, n'ait dénoncé la dette extérieure de son pays, et que tous aient au contraire continué à la payer ou annoncé leur intention de le faire.

Vingt ans d'une politique d'agression anti-sociale ont profondément entamé les liens des vieilles organisations avec leur base sociale. Le résultat c'est un recul sans précédent de leur prestige, leur contrôle social et leur encadrement organisationnel du prolétariat et de la jeunesse progressiste. Quant aux organisations et mouvements « anti-néolibéraux » de formation plus récente, ils sont déjà affectés par des phénomènes de même type et cette tendance va aller en s'accroissant, surtout là où ils accèdent au gouvernement. D'où le dégagement d'un espace politique, social et électoral où des courants, mouvements et partis radicaux/anticapitalistes peuvent s'affirmer, acquérir une large audience dans la société et devenir un facteur important dans le mouvement ouvrier et social.

2) Sur la nouvelle étape du système capitaliste

Ajouter page 10, à la fin de la troisième partie du texte (« III. La mondialisation, nouvelle étape du capitalisme international, sous hégémonie américaine »), un point III.8 :

8. Une nouvelle étape sans retour en arrière possible

La liberté retrouvée et la toute-puissance acquise par le capital financier ont profondément modifié la configuration du système capitaliste et impérialiste. Si aucun gouvernement de gauche dans le monde n'a osé et n'ose enfreindre les canons du néolibéralisme, c'est parce qu'il encourrait immédiatement la « sanction » des marchés financiers, et que l'on ne peut répondre à cette menace que par une politique radicale, anticapitaliste, faisant appel à la mobilisation des masses. Il n'y a plus de marges de manœuvre pour les vieilles politiques réformistes. Contrairement à ce qu'affirment les partisans d'un capitalisme à nouveau « régulé », il n'y a pas de retour possible au type de mode d'accumulation auxquels les « Etats-providence » étaient associés ; du moins aucun changement structurel de cette nature n'est-il envisageable de façon pacifique, sans grandes conflagrations – krachs, dépressions, guerres, révolutions. Rappelons que c'est la Deuxième Guerre mondiale qui avait créé les conditions de la période de développement capitaliste des « Trente glorieuses ». Le caractère totalement illusoire et trompeur des politiques qui revendiquent un capitalisme plus « humain » face au « modèle néolibéral » est une raison supplémentaire de les combattre en leur opposant la reconstruction d'une alternative socialiste.

3) Sur l'ONU

Reformuler ainsi le deuxième alinéa du point V.6.2, page 14 (depuis « Par ailleurs, l'affirmation prépondérante de ces institutions non élues » jusqu'à « et certaines politiques 'progressistes' mises en œuvre ») :

La montée en puissance ou le redéploiement d'institutions de coordination inter-impérialiste telles que le FMI, l'OTAN ou l'OMC conduit à une redistribution des tâches entre institutions internationales. Si l'ONU a perdu la place prépondérante qu'elle occupait dans l'immédiat après 1945, elle n'en est pas moins parfaitement intégrée au nouvel ordre impérialiste : ses résolutions et ses casques bleus fournissent tantôt un alibi vaguement humanitaire, tantôt une caution directe aux expéditions impérialistes (comme la récente résolution 1441, qui couvre par avance l'agression contre l'Irak). Car l'ONU ne représente pas les peuples, mais les gouvernements. Loin d'une illusoire « communauté internationale », elle exprime les rapports de forces au sein de la totalité hiérarchisée du système mondial des Etats. L'ONU et d'autres institutions annexes (comme la Cour pénale internationale), censées incarner le fameux « droit international », demeurent donc des institutions au service du droit de l'impérialisme le plus fort. Nous devons non seulement les combattre, mais aussi combattre toutes les illusions qu'un grand nombre de forces politiques « anti-néolibérales » entretiennent à leur égard en rabattant la contestation de l'impérialisme et de la guerre sur la perspective d'une intercession de l'ONU en faveur de peuples menacés.

- Amendements au projet de résolution « Rôle et tâches de la Quatrième Internationale »

4) Sur la définition de notre tâche stratégique dans la nouvelle étape politique

Reformuler ainsi le point 1.1, page 52 :

(1) La tâche stratégique des marxistes révolutionnaires dans la nouvelle période est de rouvrir la perspective du socialisme. Cela passe fondamentalement par le fait d'impulser les luttes de résistance à l'offensive généralisée de la bourgeoisie et de travailler, dans ce cadre, à la reconstruction du mouvement ouvrier et populaire sur des bases anticapitalistes et révolutionnaires, féministes et écologistes, démocratiques et internationalistes. Une alternative socialiste authentique renaîtra au fur et à mesure que se développeront les luttes et les processus d'organisation, lesquels aideront aussi à en préciser les formes et les contenus. Mais inversement, c'est également lorsque les travailleurs et les opprimés entreverront de nouveau une perspective de pouvoir qui leur soit propre, qu'ils seront en mesure de passer résolument à la contre-offensive contre le capitalisme néolibéral.

5) Sur l'anti-néolibéralisme et l'anticapitalisme

Reformuler ainsi le point 3, pages 53-54 :

3. Pour battre le néolibéralisme, prendre la voie anticapitaliste

(1) La lutte contre le néolibéralisme est la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme tels qu'ils existent aujourd'hui. On ne pourra battre le néolibéralisme que par le développement de luttes de classe radicales, nécessitant l'auto-organisation des exploités et des opprimés ainsi que leur plus complète indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, de ses partis et institutions.

Nous œuvrons à développer les luttes de résistance du mouvement ouvrier et populaire, les mobilisations du mouvement alter-mondialiste, ainsi que leurs capacités d'organisation et leurs convergences, en menant un combat politique pour y faire prévaloir une orientation anticapitaliste et anti-impérialiste. Sans rompre les cadres d'unité d'action qui permettent de défendre des revendications immédiates, mais en luttant pour qu'ils soient démocratiques et en y défendant nos positions avec fermeté.

(2) Deux grandes orientations existent et s'opposent dans le mouvement ouvrier comme dans le mouvement altermondialisation. Les révolutionnaires et les anticapitalistes y sont en effet

confrontés à des courants d'origines diverses (PC ou ex-PC, y compris d'origine maoïste, secteurs de gauche de la social-démocratie, nouvelles formations populistes et courants issus de la crise du nationalisme bourgeois dans les pays dépendants, ainsi que nouvelles directions « néo-réformistes » telles que la majorité du PT brésilien), qui préconisent une orientation « anti-néolibérale » ne rompant pas avec le système capitaliste, sur des bases idéologiques souvent influencées par la direction majoritaire d'Attac ou par les Eglises.

La force de ces courants ne provient pas de la viabilité de leurs propositions programmatiques, qui est proche de zéro. Ils prennent en réalité appui sur la crise politique et idéologique du mouvement ouvrier et populaire, crise provoquée principalement par le stalinisme, et que les capitalistes utilisent pour asséner leur argument selon lequel « il n'y a pas d'alternative » à leur système, qui serait devenu un « horizon indépassable ».

Pour les marxistes révolutionnaires, il est d'autant plus décisif de savoir distinguer entre « l'anti-néolibéralisme d'en haut » et « l'anti-néolibéralisme d'en bas ».

« En haut », dans la plupart des cas, on a affaire à une politique consciente de conciliation avec les intérêts capitalistes et impérialistes. Pour cet anti-néolibéralisme-là, il s'agit de réformer le système capitaliste afin de le rendre moins insupportable aux exploités et aux opprimés, mais aussi plus efficace et plus sûr en réduisant les facteurs de déséquilibre et de risque. Les directions « néo-réformistes » sont nos adversaires politiques. Au fur et à mesure que la résistance à l'offensive bourgeoise et impérialiste s'approfondira, les conflits avec ces directions deviendront plus vifs et plus tranchés.

« En bas », la conscience anti-néolibérale exprime un premier niveau de radicalisation très progressiste. Dans une large mesure, il s'agit d'un anticapitalisme embryonnaire et spontané, qu'il nous faut conscientiser à travers l'action commune et la discussion fraternelle. Au sein de la mouvance radicale, face à une vaste pluralité d'analyses, d'opinions, d'idéologies, de formes d'organisation hybrides, nous engageons le débat sur le passage de l'anticapitalisme/anti-impérialisme spontané vers un programme anticapitaliste/socialiste ; du radicalisme politique vers une stratégie majoritaire de rupture avec le capitalisme et son Etat, basée sur l'auto-activité et l'auto-organisation du prolétariat et des couches opprimées ; de l'engagement militant dans le mouvement vers la construction d'un Parti et une Internationale socialistes-révolutionnaires qui comprennent les exigences stratégiques fondamentales en mesure d'assurer la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

6) Sur les regroupements internationaux anticapitalistes

Reformuler ainsi le point 8.3, page 57 :

(3) L'effondrement du stalinisme et l'évolution à droite des grandes organisations nées du mouvement ouvrier, en particulier la transformation bourgeoise de la social-démocratie, ont libéré un espace pour le développement de regroupements internationaux pluralistes anticapitalistes et anti-impérialistes.

Actuellement, la dynamique des processus de regroupement s'exprime avant tout au niveau de régions ou continents, c'est-à-dire dans des entités « géopolitiques » où une coordination et une centralisation politiques apparaissent le plus immédiatement nécessaire du point de vue des tâches du mouvement ouvrier. En Asie et Océanie, les rencontres de partis anticapitalistes associent notamment, au côté de forces d'origine trotskyste, d'importants courants issus du maoïsme. En Europe, les Conférences de la gauche anticapitaliste réunissent des organisations révolutionnaires ainsi que des partis ou coalitions anticapitalistes plus larges ; elles mettent à l'ordre du jour face à l'UE la perspective de former un « parti » anticapitaliste européen. En Amérique latine, les premiers pas dans une voie similaire ont été réalisés en 2002 avec les rencontres de Montevideo puis de Buenos Aires.

Sans vouloir précipiter les rythmes et en sachant que la maturation des convergences dépendra aussi de l'élévation du niveau des luttes, une tâche essentielle est de développer et renforcer ces premiers regroupements, en tant que cadres d'échanges politiques comme de collaborations pratiques, capables de mener des campagnes et actions communes face aux problèmes concrets de la lutte de classes (notamment contre la guerre, sur le terrain de la solidarité internationale, ou pour renforcer le pôle anticapitaliste dans le mouvement altermondialisation).

Dès à présent, la crise et la perte de légitimité des « vieilles organisations » créent dans différents pays des conditions afin d'avancer vers de nouveaux partis de travailleurs pour le socialisme, démocratiques, larges et unitaires. Les avancées qui seront réalisées dans cette voie à l'échelon national favoriseront la dynamique de regroupement international.

Le mouvement actuel contre la globalisation a créé une espérance, une référence et un point d'appui importants, mais tel quel, il n'en constituera pas la force d'initiative. Les débats politiques et stratégiques reflétant les différenciations politiques existantes deviendront de plus en plus présents dans ce mouvement.
